

Misère et banditisme au XVIe siècle

Fernand Braudel

Citer ce document / Cite this document :

Braudel Fernand. Misère et banditisme au XVIe siècle. In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 2^e année, N. 2, 1947. pp. 129-142;

doi : <https://doi.org/10.3406/ahess.1947.3279>

https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1947_num_2_2_3279

Fichier pdf généré le 05/04/2018

ANNALES

ÉCONOMIES - SOCIÉTÉS - CIVILISATIONS

ÉTUDES

MISÈRE ET BANDITISME

Dans la seconde moitié du xvi^e siècle, en Méditerranée, pas de révolution, à notre connaissance, et assez peu de révoltes. Troubles, émeutes, désordres dominant, et, à cause de leur faible amplitude, de leur courte durée, ils risquent de passer souvent inaperçus à travers les cribles de l'histoire. Et, plus qu'eux encore, les désordres endémiques dont chroniqueurs ou gouvernements ont si bien pris l'habitude qu'ils les signalent à peine : le banditisme catalan, par exemple, ou celui de Calabre ou encore celui des Abruzzes. Une liste des troubles et des désordres ne peut donc pas être présentée sans d'innombrables lacunes. Pour un fait cité, dix, cent nous échappent et certains échapperont sans doute toujours. Les plus importants sont encore si menus ! Aux dimensions de l'histoire générale traditionnelle, de l'histoire politique, ce sont là faits divers, mal éclairés, toujours difficiles à interpréter. Qu'est-ce ainsi, au juste, que la révolte de Terranova en Sicile, en 1516 ? Quelle place donner à la révolte soi-disant protestante de Naples, en 1563, qui n'est qu'une expédition punitive des autorités espagnoles contre les Vaudois de la montagne calabraise ? Quelques centaines d'hommes égorgés, et c'est tout. La guerre de Corse elle-même (1564-1569), sur toute sa longueur, et la guerre de Grenade, sur sa fin, se décomposent pareillement en épisodes indécis, guerres de la misère autant que guerre étrangère ou religieuse. Que savons-nous en vérité sur les troubles de Palerme, en 1560, sur les conspirations « protestantes » de Mantoue, en 1569 ? En 1571, les sujets du duc d'Urbin se soulevaient contre les exactions de leur prince, François Maria, mais l'épisode est mal connu, et sans doute difficile à expliquer (le

ANNALES (2^e ann., avril-juin 1947, n^o 2).

82. Boulevard Arago

PARIS-13^e

duché d'Urbino est une terre à soldats), en tout cas peu durable. En 1575-76, la crise interne de Gênes est à peine plus claire. En 1579, en Provence, la jacquerie des paysans insurgés — les Razzas — la prise par eux du château de Villeneuve et le massacre du seigneur du lieu, Claude de Villeneuve, se perd dans la trame compliquée de nos guerres de religion comme tant d'autres troubles sociaux, comme les revendications, en 1580, de cette autre jacquerie du Dauphiné, protestante celle-là, démocratique aussi, qui s'inspire des exemples suisses et se dresse avec violence contre la noblesse, qui est à rapprocher des tentatives révolutionnaires et spoliatrices des protestants de Gascogne, quelques années plus tôt, au temps de Montluc, ou des troubles, quelques années plus tard, du lointain Cotentin (1587).

De même, vers 1590, la révolte des paysans aragonais du comté de Ribagorza, qui les fera finalement rattacher au domaine royal. L'année précédente, les sujets du duc de Piombino, sur la côte toscane, se sont également soulevés. En 1599, l'insurrection de la Calabre, occasion de l'arrestation de Campanella, n'est qu'un gros fait divers. Nombreuses aussi sont les révoltes que l'on note, à travers l'Empire turc, des années 1500 à 1600, soulèvements endémiques d'Arabes et de nomades en Afrique du Nord et en Égypte, soulèvements assez puissants de « l'Écrivain » et de ses partisans, en Asie mineure, sur lesquels la chrétienté fondera des espoirs beaucoup trop vastes, émeutes de paysans serbes en 1594 dans le Banat, en 1595 dans la Bosnie et l'Herzégovine, en 1597 à nouveau dans l'Herzégovine. Volontairement on a laissé de côté jusqu'ici les mentions relatives au banditisme, masse de faits divers reliés par un sens général et qui n'aurait fait que noyer ce relevé déjà gris et dépourvu de faits saillants.

Je ne crois pas que l'on puisse, au sujet de tous ces troubles, parler de lutte des classes — non, sans doute. Ni de lutte pour les États, pour les *Stände*, comme dit l'érudition allemande à propos du *Bauernkrieg*. Luttres bien plutôt issues de la misère. Mais les faits observés restent menus, dispersés et pas forcément analogues. Ils évoquent une période apparemment plus calme que la première moitié du siècle, laquelle avait connu de grands mouvements : les *Comuneros* en 1521, les *Germanias* valencienues de 1525-26, les révoltes de Florence, la crise de Gênes en 1528, la crise d'Augsbourg en 1548, le soulèvement des paysans de Guyenne en 1548... Au xvii^e siècle se produiront les révoltes intérieures de l'Empire ottoman, la sécession de la Catalogne et du Portugal, la grande révolte de Naples en 1647. Cet encadrement pose évidemment des problèmes. La période 1550-1600 ne serait-elle pas, en gros, sous le signe de la solidité relative des grands États ? Ils achevaient de s'établir avant 1550 ; ils se détruisent déjà au delà de 1600. Mais ces réalités — politiques — ne doivent pas empêcher d'être attentif au secteur social, lui-même travaillé profondément, pendant ce demi-siècle, peut-être d'autant plus profondément que ses mouvements sont comprimés, savamment étouffés.

CONTRE LES ERRANTS ET LES VAGABONDS

Forme silencieuse mais insistante de la misère, alors se multiplient les « errants et vagabonds », pour reprendre une expression des consuls et

échevins de Marseille qui, dans leur conseil du 2 janvier 1566, décidaient de visiter les quartiers de la ville pour en chasser tous ces inutiles. La décision est normale et n'a rien d'inhumain dans l'esprit du temps. Les villes sont toutes obligées de faire leur police et, par salubrité, de se débarrasser périodiquement des pauvres : mendiants, éclopés véritables ou fictifs, désœuvrés qui encombrant places et tavernes. L'important pour l'historien, c'est l'évidente multiplication de ces prolétaires. Les expulsions, les gestes rageurs qu'ils provoquent mesurent leur augmentation même. Quand le siècle s'achève, ils sont un cauchemar pour toutes les villes prudentes et sans générosité.

En Espagne, les vagabonds peuplent toutes les routes, font halte dans toutes les villes. Il en est de toutes sortes : étudiants en rupture de ban qui faussent compagnie à leur précepteur pour se joindre au monde grandissant de la *Picardia*, aventuriers de tout poil, mendiants et tire-laine. Et ils ont leurs villes, leurs places fortes : San Lucar de Barameda, près de Séville ; l'abattoir, dans Séville même ; la Puerta del Sol à Madrid... Les *mendigos* forment une confrérie, un État avec ses *ferias*, et parfois ils se réunissent en nombre fabuleux. Les routes conduisant à Madrid amènent d'autres catégories de pauvres, capables de fondre les cœurs les plus endurcis, fonctionnaires sans emploi, capitaines sans compagnie, tout un petit monde en quête de travail et qui, en mourant de faim, attend dans la capitale qu'il soit statué sur son sort. En direction de Séville, c'est la foule famélique des immigrants en route pour l'Amérique qui alerte toutes les villes au passage. Ce ne sont pas tous d'honorables gentilshommes désireux de redorer leurs blasons, d'audacieux aventuriers et soldats, mais toute l'écume de l'Espagne, voleurs marqués au fer rouge, bandits et vagabonds espérant trouver là-bas un métier lucratif, débiteurs désireux d'échapper à leurs créanciers, époux voulant fuir leurs femmes querelleuses... Les Indes, c'est le rêve de la pègre dépenaillée, à bout de souffle et d'espoir, qui s'entasse à Séville, « les Indes, refuge et protection de tous les *desesperados* d'Espagne, église des révoltés, sauf conduit des homicides », ainsi la décrit Cervantès au seuil d'une de ses plus charmantes nouvelles, *El celoso Extremeño*, histoire d'un de ces rares enrichis qui, retour des Indes, place son argent, achète une maison, organise bourgeoisement sa vie et se marie.

Vagabonds aussi et habitués des routes, les soldats, anciennes ou nouvelles recrues, picaresques personnages qui s'engagent au hasard, sur leur chemin, se perdent dans les *casas de carne*, traînant parfois quelque fille soumise. Et puis, un jour, ils suivent le tambourin du recruteur et, par Malaga ou tel autre port, un flot d'hommes mêlant enfants inexpérimentés, vieux soldats, fuyards, homicides, prêtres, filles de joie, s'embarque selon les ordres de l'intendance, tantôt vers les beaux pays d'Italie, tantôt vers les bagnes des *presides*. Avec eux, quelques honnêtes gens, tel ce Diego Suarez qui, tout jeune encore, de maître en maître, a déjà traversé l'Espagne entière, depuis les environs d'Oviedo jusqu'à Carthagène, d'où il s'embarquera pour Oran, en 1575 : il devait y rester plus d'un tiers de siècle, preuve, s'il en était besoin, qu'il est plus facile de gagner ces prisons d'Afrique que d'en revenir.

★

Danger universel, le vagabondage en Espagne menace campagnes et villes. Tout au Nord de la Péninsule, en Biscaye, on s'inquiète des vaga-

bonds qui gagnent sans cesse le Senorio. Les autorités essaient d'agir dès 1579 contre ceux qui se dissimulent dans la foule des pèlerins : « S'ils ne sont vieux ou infirmes et légitimement empêchés, qu'on les envoie dans les prisons du Senorio et que médecins et chirurgiens les examinent. » Il est vrai que c'est une de ces décisions qui restent toujours sans effet. Pourtant, le mal s'aggravant avec les années, les contre-mesures se font plus strictes. A Valence, le 21 mars 1586, — et la chose est valable pour la ville, comme pour toutes les cités et villages du royaume, — le vice-roi décide de grandes mesures contre les sans-travail. Un délai de trois jours leur est imparti pour trouver un maître, sinon on les expulsera. On vise spécialement ces *brivons* et *vagamundos* qui, les jours ouvrables, jouent sur les places publiques et se refusent à tout travail sous prétexte qu'ils n'en trouvent pas. En fait, ce sont d'éternels voleurs et délinquants « dont le royaume est grandement inquiet ». Aussi bien le vice-roi informe-t-il les *jornales* sans domicile propre que, s'ils sont pris à jouer à quelque jeu que ce soit, il sera procédé contre eux. De même agira-t-on contre les soi-disant mendiants et contre les étrangers, toutes gens qui cherchent à vivre sans rien faire.

A Palerme, en février 1590, des mesures du même genre sont prises contre « les vagabonds, ivrognes et espions de ce royaume ». Deux censeurs incorruptibles, à deux cents écus de salaire annuel, se partageront la ville. A eux de poursuivre cette gent oisive et paresseuse qui passe les jours de travail à jouer et à se rouler dans tous les vices, « détruisant leurs biens et qui plus est leurs âmes ». Il est bien vrai que le jeu est une lèpre au xvi^e siècle. Tout est prétexte à jouer, et pas seulement les cartes : on parie à Palerme sur le prix du blé, sur le sexe des enfants à naître, et, comme partout ailleurs, sur le nombre des cardinaux que créera le saint Père. Dans un lot de correspondance marchande, à Venise, j'ai retrouvé un billet de loterie, glissé là sans doute par hasard. Pour lutter contre la coalition du jeu, du vin, de la fainéantise, les autorités de Palerme prévoient des visites policières dans les hôtelleries, fondouks, tavernes et maisons meublées, avec enquêtes sur les personnes suspectes qui les fréquentent, joueurs, vagabonds, ivrognes, gens de mauvaise vie... On tirera au clair d'où ils viennent, à quelle nation ils appartiennent...

Quelle ville, en cette fin de siècle, ne fournirait pas de documents de ce genre, traits de lumière sur la vie de ses bas-fonds ? Pour savoir la part de vérité que comporte le *Rinconete y Cortadillo* de Cervantès, cette assez curieuse nouvelle, qui n'est pas très « exemplaire » et nous mène parmi les truands et *pícaros* de la grande Séville, l'érudit F. Rodriguez Marin est devenu un guide très averti des bas-fonds de la société sévillane au xvi^e siècle. Une fois de plus, en ce qui concerne Cervantès, la confrontation est éclatante : son texte pittoresque sur les filles de mauvaise vie, les *algarazils*, les *peruleros*, vaut n'importe quel témoignage direct... A mesure que passe le siècle, ces bas-fonds s'étalent, dans toutes les villes d'Europe. A Paris, où les livres incomplets de Champion nous montrent un étonnant prolétariat, avec ses bandes effroyables d'enfants abandonnés. En Franche-Comté, où « les mendiants pullulent », professionnels ou mendiants d'occasion, étrangers souvent, « prolétaires semi-vagabonds », qui viennent assiéger Dole ou Besançon. Durant l'hiver 1573, un texte nous les montre « qui cryent ordinairement de faim et de froid ».

Bientôt même ce n'est plus à l'étroite mesure des villes revêches que se pose le problème des pauvres sans abri. C'est à la dimension des États

et de l'Europe. Que l'on songe, avec le début du xvii^e siècle, à l'affolement d'hommes comme Montchrestien devant le pullulement des pauvres. Si Montchrestien et d'autres sont, en France, colonialistes, n'est-ce pas pour se débarrasser de cette silencieuse et épouvantable armée de prolétaires ? Ce qui se prépare, dans tous les pays trop peuplés pour leurs ressources, dans toute l'Europe que ne soulève plus un élan économique compensateur et même en Turquie, c'est la prolétarisation, la paupérisation de masses considérables d'hommes durs et malheureux, tourmentés par le besoin du pain quotidien, l'humanité qui va se ruer dans les atroces conflits de la guerre de Trente Ans et que dessinera Callot, témoin impitoyable.

UBIQUITE DU BANDITISME

Mais ces témoignages de vie citadine sont pâles à côté de l'histoire tragique, ruisselante de sang, du banditisme en Méditerranée, entendons-nous bien, du banditisme terrestre, frère de la course maritime, à laquelle il ressemble fort peu cependant. Bien que, comme elle, presque autant qu'elle, il soit un vieux trait des mœurs méditerranéennes. Par ses origines, il se perd dans la nuit des temps. Dès que la mer a abrité des sociétés cohérentes, le banditisme a fait son apparition pour ne plus jamais disparaître. Aujourd'hui même n'est-il pas encore vivant ? terriblement vivant ?

Ne disons donc pas, comme il arrive à des historiens qui ne cherchent pas à sortir de « leur » siècle, je veux dire de celui qu'ils étudient, que le banditisme fait son apparition en Corse au xv^e siècle, ou à Naples au xiv^e. Et ne croyons pas à la nouveauté de ce que nous voyons comme surgir, de tous côtés, au xvi^e siècle, avec une force qui, elle, est nouvelle ou renouvelée. Telles instructions que la reine Jeanne de Naples donne, le 1^{er} août 1343, au capitaine d'Aquilée pour *procedere rigorosamente contro i malandrini* pourraient dater du xvi^e siècle et être mises au compte du duc d'Alcala ou du cardinal Granvelle. Selon les époques et les circonstances, le brigandage a pu changer de nom ou de forme, mais *mandrini*, *masnadieri*, *ladri*, *fuorisciti*, *banditi* (les *masnadieri* sont primitivement des soldats, les *fuorisciti* et les *banditi* des bannis), c'est toujours de brigands qu'il s'agit.

N'oublions pas, d'autre part, qu'aucune région de Méditerranée n'est exempte du mal. Ni la Catalogne, ni la Calabre, ni l'Albanie, pour ne citer que des régions fort célèbres à ce titre, n'ont le monopole du brigandage. En fait, il est partout, et avec de multiples visages, politique, social, économique, terroriste... Il est aussi bien aux portes d'Alexandrie, d'Égypte, qu'à celles de Damas ou d'Alep, dans la campagne de Naples, où l'on élève des tours de guet contre les brigands, comme dans la *Campagna* romaine dont il faut parfois se décider à brûler les maquis pour débusquer ces bandes trop bien abritées, ou dans un état apparemment aussi policé que Venise. Et quand l'armée du Sultan, en 1566, s'achemine par le Stambouljoi vers Andrinople, Nich, Belgrade, puis la Hongrie, partout, en passant, elle pend une infinité de brigands que son passage a fait sortir de leurs repaires et de leurs cavernes. Evidemment, il y a brigands et brigands. Leur présence sur la grande route de l'Empire turc,

dont on célèbre la sécurité, en dit tout de même assez long sur la paix publique de ce temps-là.

A l'autre bout de la Méditerranée, en Espagne, même spectacle. J'ai souvent signalé la plaie des routes d'Aragon et de Catalogne. Inutile, écrit un Florentin en 1567, de vouloir cheminer de Barcelone à Saragosse par la poste. Au delà de Saragosse, oui, mais non pas entre les deux villes. Il s'est, quant à lui, joint à une caravane de seigneurs armés. Dans une de ses nouvelles, Cervantès imagine que la petite troupe de ses héros, près de Barcelone, est surprise par les *bandoleros*. C'est donc là vérité banale. Or par Barcelone passe l'une des très grandes routes de l'Espagne impériale ; par elle, l'Espagne prend contact avec la Méditerranée et l'Europe. Il arrive souvent que les courriers officiels soient dévalisés et que les routes soient même pour eux impraticables. Ainsi en juin 1565. Cette même année, la route de Madrid à Burgos, cet autre bras que l'Espagne jette vers l'Europe et vers l'Océan, se rompt aussi, par suite de la peste. Voilà qui mesure une des mille faiblesses de l'Empire hispanique. Mais il y a autant de « bandouliers » du côté du Languedoc qu'il y a de *bandoleros* du côté de la Catalogne. Toutes les fermes du bas Rhône sont des maisons fortes, à l'image des fermes-forteresses de Catalogne dont nous avons déjà parlé. Au Portugal comme à Valence, à Venise même, dans toute l'Italie, dans toute l'étendue de l'Empire ottoman, de minuscules États de brigands, mobiles, — et c'est leur force, — sont capables, sans faire de bruit, de passer des Pyrénées catalanes à Grenade, ou de Grenade en Catalogne, ou de nomadiser, des Alpes, près de Vérone, jusqu'en Calabre, de l'Albanie à la mer Noire : ces infiniment petits narguent les États constitués et les usent à la longue.

De 1550 à 1600, la Méditerranée aux apparences tranquilles se consume dans cette guerre agile, cruelle et quotidienne. Une guerre à laquelle la grande histoire n'a pas voulu prêter l'oreille, qu'elle a abandonnée, comme une chose secondaire, aux essayistes. Et seul Stendhal, dans le cadre de l'Italie, aura dit à ce sujet des choses fines et pertinentes.

LE BANDITISME ET LES ETATS

Le banditisme, n'est-ce pas une revanche contre les États établis ? « Naturellement, le peuple vexé par les Borgia, par les Malatesta, par les Bentivoglio, par les Médicis... aimait et respectait leurs ennemis. Les cruautés des petits tyrans qui succèdent aux premiers usurpateurs, par exemple les cruautés de Cosme, premier grand-duc [de Toscane], qui faisait assassiner les républicains réfugiés jusque dans Venise, jusque dans Paris, envoyèrent des recrues à ces brigands. » « Ces brigands furent l'opposition contre les gouvernements atroces qui succédèrent aux républicains du moyen âge. » Ainsi s'exprime Stendhal. En l'occurrence, n'est-il pas amené à juger d'après le spectacle qu'il a sous les yeux, d'après le banditisme qui fleurit encore dans l'Italie de son temps ? « De nos jours encore, écrit-il, tout le monde assurément redoute la rencontre des brigands, mais subissent-ils des châtimens, chacun les plaint. C'est que ce peuple si fin, si moqueur, qui rit de tous les écrits publiés sous la censure de ses maîtres, fait sa lecture habituelle de petits poèmes qui racontent avec chaleur la vie des brigands les plus renommés. Ce

qu'il trouve d'héroïque dans ces histoires ravit la fibre artiste qui vit toujours dans les masses... Le cœur des peuples était pour eux et les filles du village préféraient à tous les autres le jeune garçon qui, une fois dans sa vie, avait été forcé *d'andar alla macchia*. » En Sicile, les exploits des brigands étaient chantés par les *urvi*, chanteurs aveugles errants, soutenant leur voix « d'une manière de petit violon poussiéreux » et que la foule entourait avidement, sous les platanes des promenades. L'Espagne, surtout l'Andalousie, notera encore Théophile Gautier, « est restée arabe sur ce point et les bandits y passent facilement pour des héros ». Tout le folklore yougoslave et roumain est pareillement rempli des histoires des *haïdouks* et des hors-la-loi... Revanche contre le maître, contre sa justice boiteuse, le banditisme, un peu partout et à toutes les époques, a pris cette allure de redresseur de torts. Tel, hier encore, ce brigand de Calabre qui « se défendit devant la Cour d'Assises en se posant comme un redresseur de torts et un bienfaiteur des pauvres. Il égrenait son chapelet tous les jours et les curés de campagne le bénissaient. Pour réaliser cette justice sociale à lui, il avait, à l'âge de trente ans, tué déjà une trentaine de personnes ».

Mais cela n'est qu'un aspect étroit du banditisme. Qu'il soit dressé contre l'État, il est vrai. Je dirais volontiers qu'il est toujours logé dans les zones de faiblesse des États. Dans les montagnes où une troupe ne peut guère agir en force et où l'État perd ses droits. Et souvent, à la jointure des États, dans les zones frontières : au long du haut pays dalmate, entre Venise et Turquie ; dans la région frontière de Hongrie, l'une des zones majeures de banditisme au xvr^e siècle ; en Catalogne, dans les Pyrénées qui avoisinent la France ; à Messine, ce qui est aussi une frontière, dans la mesure où Messine, ville libre, est en fait un refuge ; autour de Bénévent, enclave pontificale dans le royaume de Naples, car, en passant d'une juridiction à l'autre, on nargue les poursuites ; entre l'État pontifical et la Toscane ; entre Milan et Venise ; entre Venise et les États héréditaires des Archiducs. Toutes ces jointures d'État sont d'admirables cantonnements. Plus tard, avec des intentions nullement sangui-naires, Voltaire ne se servira pas autrement de Ferney... Sans doute les États finissent-ils parfois par s'entendre, mais l'entente dure assez peu d'ordinaire. En 1561, le roi de France proposait à Philippe II une action en commun contre les bandouilliers pyrénéens : sagesse d'un instant et sans effet ! Les accords entre Naples et Rome, au sujet de Bénévent, ne furent pas plus utiles. En 1570, Venise s'entendait formellement avec Naples, et en 1572 elle signait un accord avec Milan, accord renouvelé en 1580, à un moment où les ravages des brigands créaient dans tout l'État vénitien une insécurité générale. Les signataires étaient autorisés à poursuivre les délinquants jusqu'à six milles au delà des frontières. En 1578, quand le duc de Mondéjar essaya de frapper les *fuorisciti* calabrais, il alerta tous ses voisins, y compris Malte et les îles Lipari. En 1585, Sixte Quint fit de même, à la veille de sa campagne contre les brigands de l'État pontifical.

Mais ces négociations, qui mettent en jeu la souveraineté des États, sont lentes, difficiles, aléatoires et souvent menées avec assez de mauvaise foi : quel souverain d'Italie ne se réjouit pas des difficultés de son voisin ? Les extraditions sont rarissimes. On n'y procède guère que par voie d'échange. Quand Marcantonio Colonna, vice-roi de Sicile, obtient de Cosme la livraison d'un bandit de haut vol, Rizzo di Saponara, qui

depuis vingt-cinq ans parcourait Naples et la Sicile, impuni parce que protégé des barons, il l'obtient contre la livraison d'un cavalier de la maison Martelli, accusé d'avoir conspiré contre le grand-duc. Encore le bandit aura-t-il été supprimé en route par le poison quand il arrivera à Palerme, sous l'escorte de deux galères.

* *

D'ordinaire, chaque Etat est donc obligé de faire seul sa police. Et ce n'est pas là petite affaire. Dans les grandes patries du banditisme, la tâche est toujours à reprendre, n'est jamais achevée. En 1578, le duc de Mondéjar, vice-roi de Naples, décidait ainsi une nouvelle tentative contre les *fuorisciti* de Calabre. Dès son arrivée dans le royaume, il avait été mis au courant de leurs crimes, terres pillées, routes coupées, voyageurs assassinés, églises profanées, incendies, gens capturés et rançonnés, sans compter « beaucoup d'autres graves, énormes et atroces méfaits ». Les mesures prises contre eux par le cardinal de Granvelle avaient été inopérantes, et même, écrivait le vice-roi, « le nombre des *fuorisciti* a augmenté, leurs délits se sont multipliés, leur pouvoir et insolence ont tellement crû qu'en mille parties de ce royaume on ne peut voyager sans de grands risques et périls ». Où les frapper mieux qu'en Calabre, dans ces provinces de *Calabrie citra et ultra* ? (Dix ans plus tôt, c'est beaucoup plus des Abruzzes que l'on se serait plaint, si nos documents sont exacts.) C'est là, favorisés par les circonstances et la nature du terrain, qu'ils pullulent. Leurs crimes y sont plus nombreux et atroces qu'ailleurs, leur audace sans limites, à tel point « qu'un jour, en plein midi, ils sont entrés dans la ville de Reggio, y ont amené du canon, ont battu une maison, l'ont forcée et ont tué ses occupants, sans que le gouverneur de la dite ville ait pu s'y opposer, les citadins ne lui obéissant ni accourant à son aide ». Mais agir contre la Calabre n'est pas une petite opération. Mondéjar en a fait l'expérience à ses frais. Après l'incident de Reggio, dont la date exacte m'est inconnue, les poursuites du gouverneur de la ville, renforcé pour l'occasion par un juge-commissaire, ne servirent à rien, sinon à augmenter la force et l'activité des brigands. De même échouèrent, ensuite, les efforts du comte Briatico, nommé au gouvernement provisoire des deux provinces calabraises. Les mesures répressives ne firent qu'exaspérer l'activité des bandits. Ils forçaient les châteaux, entraient en plein jour dans les grandes villes, osant « tuer leurs ennemis jusque dans les églises, faisaient des prisonniers et les mettaient à rachat ». Leurs atrocités répandaient la terreur ; « ils dévastaient les terres, mettaient à mort les troupeaux de ceux qui leur résistaient ou qui les poursuivaient sur ordre et mandement des gouverneurs, ces derniers n'osant le faire eux-mêmes. » Bref, « ils avaient totalement perdu le respect, la crainte, l'obéissance qui se doivent à la justice ». En conclusion du rapport dont nous venons de tirer ces citations, le vice-roi indiquait qu'une expédition militaire avait été organisée contre eux, sous le commandement de son fils D. Pedro de Mendoza, pour l'instant maître de camp de l'infanterie du royaume. Il avait différé cette action autant qu'il l'avait pu, pour éviter aux provinces les dégâts qu'y apportent toujours les gens de guerre, si disciplinés soient-ils. Mais, à tarder davantage, ne risquerait-on pas, au prochain printemps, d'avoir à réunir cette fois une armée pour en venir à bout, alors qu'un petit corps expéditionnaire pourrait suffire pour le moment ?

Dans ce corps expéditionnaire figuraient neuf compagnies d'Espagnols (destinées à loger dans les villages suspects d'aider les *fuorisciti*) et trois compagnies de cheveau-légers ; trois frégates devaient en même temps opérer sur les marines. Les provinces suspectes ont été en effet bloquées à l'avance. Comme à l'ordinaire, les têtes de brigands ont été mises à prix, à trente ducats pour les comparses, deux cents pour les chefs. Don Pedro quitta Naples le 8 janvier et le 9 avril, le vice-roi annonçait que sa mission était terminée avec succès. Dès février, dix-sept têtes de brigands avaient été envoyées à Naples et clouées aux portes de la ville, pour la plus grande satisfaction populaire. On avait fait également des prisonniers que Don Pedro, en rentrant à Naples, avait laissés derrière lui, dans les mains de la justice.

Était-ce là un aussi grand succès que le déclaraient les paroles officielles et paternelles du vice-roi ? En fait, la Calabre trop peuplée, malheureuse, productrice de brigands plus encore que de soie, continua sa vie inchangée, ou presque. L'opération, conduite avec de petits effectifs, pendant trois mois d'hiver seulement, ne pouvait avoir été efficace. En 1580, un agent vénitien signalait que tout le royaume était infesté de bandits, que les coupeurs de routes étaient les maîtres dans les Pouilles et surtout en Calabre. La difficulté était qu'à vouloir éviter ces routes périlleuses on risquait de se livrer aux brigands de la mer, les corsaires infestant alors les côtes jusqu'aux plages romaines de l'Adriatique.

Une vingtaine d'années plus tard, la situation n'était que plus mauvaise. Jusqu'au port de Naples les brigands poussaient leurs incursions. Les autorités en arrivent à préférer l'entente ou la ruse à la lutte. C'est ainsi que la vaste bande d'Angelo Ferro, qui terrorisait la Terre de Labour, est expédiée dans les Flandres pour y combattre sous les bannières espagnoles. On dresse les bandes les unes contre les autres : une bande, à Sessa, dévore ainsi sa voisine. Des *fuorisciti* sont acceptés dans l'armée à condition d'aider le gouvernement à lutter contre leurs émules. Enfin on a recours à la méthode des garnisaires. Les brigands étant toujours en liaison avec un village où ils ont leurs parents et leur centre de ravitaillement, on commence par suggérer aux dits parents qu'ils « procurent le remède », entendez qu'ils livrent leur brigand. Refusent-ils, une compagnie d'Espagnols vient loger à discrétion dans le village, choisissant de préférence les maisons des parents et des gens fortunés de l'endroit. A ceux-ci de se débrouiller avec ceux-là pour trouver le remède. Comme ils sont riches et ont de l'influence, généralement ou bien le coupable est livré sans plus, ou bien on s'arrange pour le faire sortir du royaume. Une indemnité est alors exigée pour les méfaits de l'exilé et les autres frais ; la compagnie est retirée et tout rentre dans l'ordre. A ce que nous dit du moins le rapport optimiste qui expose ces méthodes comme un exemple de l'art de gouverner, à Naples.

En réalité, il n'y a là rien de neuf. Ce sont au contraire de vieilles, d'habituelles méthodes. Un document vénitien les signale à Candie où, en 1555, le pardon est accordé à tout brigand (il y en a alors deux cents dans l'île, à ce qu'on dit) qui tuera tel de ses compagnons de vie, plus que lui chargé d'homicides... Sixte Quint y avait également eu recours lors de sa grande tentative de 1585 contre les brigands romains. C'est une façon de défaire les bandes du dedans. Pardons et primes *fanno il loro frutto*, note un agent des Gonzague à Rome. Cependant que Gênes, en Corse, pardonne à tous les bandits (quelques criminels particulière-

ment atroces mis à part) qui s'enrôlent dans ses troupes. La solution a ses avantages : elle débarrasse l'île inquiète d'éléments de troubles, les pardonnés donnent des gages, cessent, un instant, d'être les ennemis de Gênes pour la servir.

N'exagérons point toutefois la portée de ces méthodes qui mesurent une faiblesse plus qu'une habileté et ne peuvent être radicales. De fait, ni la manière forte, ni les astuces policières, ni l'argent, ni la volonté passionnée d'un Sixte Quint — qui mit à lutter contre eux une ardeur de paysan — n'ont eu raison de cet ennemi, mobile, insaisissable, qui dispose d'ailleurs, très souvent, de puissants appuis.

LE BANDITISME ET LES SEIGNEURS

Derrière la course maritime, il y a les villes, les États urbains, en même temps que l'une des grandes aventures humaines de la Méditerranée. Derrière cette course terrestre qu'est le banditisme, il y a pareillement, étayant l'aventure multiple des hommes, l'aide des seigneurs, l'état seigneurial. Un tel trait doit être, ici, souligné. Il explique non pas tout, mais bien des choses. Les brigands ont souvent, pour les conduire ou diriger de loin leurs opérations, tel seigneur authentique. Voici le comte Ottavio Avogado qu'une correspondance française de Venise signale, avec sa bande, œuvrant contre les Vénitiens, en juin 1583 : « Le comte Ottavio, Sire, travaille toujours ces seigneurs à Sanguene, où, depuis ce que j'ay escrit à Vostre Maiesté, il est retourné deux fois et a brulé quelques maisons sur le Veronnois. » Les Vénitiens le poursuivent, obtiennent que Ferrare et Mantoue, où il trouve asile d'ordinaire, le lui refusent. Néanmoins ils n'arrivent pas à se saisir de l'aventurier, que l'on retrouvera deux ans plus tard à la Cour de Ferdinand de Tyrol. Autre exemple, parmi les bandes qui désolent l'État pontifical, ce rendez-vous des voleurs et assassins du Nord et du Sud de l'Italie, sans compter les autochtones qui sont légion, l'un des plus acharnés, à l'époque de Grégoire XIII, est le duc de Montemarciano, Alfonso Piccolomini. Le grand-duc de Toscane le sauve *in extremis*, lui qui tirait depuis longtemps ces étranges ficelles. Qu'Alfonso, sauvé de justesse, gagne la France, — c'est-à-dire la vraie guerre par opposition à la guerre des partisans, — que cette guerre lui plaise peu, à lui, l'homme des *masnadieri*, qu'il écoute des promesses, des invitations, et le voilà de nouveau en Italie, en Toscane cette fois, dressé sans pitié et sans prudence aussi contre le grand-duc. Logé dans la montagne (elle encore) de Pistoia, loin des forteresses et des garnisons, n'est-il pas à même de *sollevare i popoli*, de faire *delle scorriere*, d'autant qu'où il est — en cette année 1590, année de blé rare — *la miseria potea piu facilmente indurre gli uomini a tentare di variar condizione*. Paroles étonnantes de clairvoyance. Avec l'arrivée au cœur du pays toscan de ce maître conducteur d'hommes, tout n'est-il pas à craindre ? N'est-il pas en relations avec les *presides* espagnols, avec tous les ennemis de la Casa Medici ? Qu'il pousse sur Sienne et sa Maremme, ce serait un beau gâchis. Mais ses bandes ne savent pas faire la guerre savante, elles ne peuvent enlever les places clefs, elles refluent devant les gendarmes de Toscane et de Rome et le dernier mot reste au prince : le 16 mars 1591, Piccolomini était exécuté à Florence. Ainsi se terminait

cette curieuse guerre intérieure, suivie avec soin du dehors, car les fils de ces aventures conduisent à des mains étrangères, telle fois jusqu'à l'Escorial, telle autre jusqu'à Lesdiguières en son Dauphiné.

**

Grands exemples, on le voit. Des cas plus simples feraient mieux notre affaire que ceux-ci, politiques autant que sociaux. Mais les cas les plus simples sont les moins faciles à voir. La liaison est indéniable entre la noblesse catalane et le brigandage des Pyrénées, entre la noblesse napolitaine ou sicilienne et le banditisme du Sud de l'Italie, entre les *signori* et *signoretti* de l'État pontifical et le brigandage romain. Mais quelle noblesse, quels seigneurs ? C'est ici que notre information est très insuffisante. Des rebuts, des déclassés, des cadets de famille ? On ne sait. Au XVIII^e siècle, la Turquie sera troublée par des seigneurs en trop grand nombre pour être tous bien nantis, les *Krdzalcen* de Bulgarie. Au Brésil, au début du XIX^e siècle, les bandits ne sont souvent que des hommes de main, les *cabras* de grands propriétaires, plus ou moins défavorisés par les temps nouveaux et qui doivent se défendre. Ces exemples lointains peuvent servir de comparaisons, non de preuves, bien sûr. D'ailleurs, le danger serait de restreindre à l'un de ses aspects un immense et complexe problème.

Car, multiple et polyvalent, le banditisme, au service de certains nobles, est dressé contre certains autres. Ainsi le montre une notice sur les exploits, en pays lombard, d'un certain Alexio Bertholoti, « fameux bandit et rebelle du marquis de Castellon ». Le 17 août 1597, avec plus de deux cents hommes, il escalade les murs du château de Solferino, s'empare de la mère du marquis et du fils de ce dernier, un enfant de treize ans. Il transporte les prisonniers à Castellon, essaie de se faire ouvrir les portes du château par la vieille marquise, sa prisonnière, dans l'espoir de saisir le marquis lui-même. Comme elle s'y refuse, il la blesse sauvagement et tue l'enfant. Ensuite il pille et se livre à des « cruautés de barbare », comme dit le rapport du gouverneur de Milan. C'est que le banditisme, marée sociale, — « inondation », dit un historien du XVIII^e siècle, — soulève les eaux les plus diverses. Il est revendication politique et sociale, il est aristocratique et populaire (les rois des montagnes, ceux de la campagne romaine ou de la campagne de Naples ne sont-ils pas en général des paysans et de petites gens ?), il est jacquerie latente, fils de la misère (il y a ainsi augmentation du banditisme en Sicile après la peste de 1578) et de la surpopulation ; il est la reprise de vieilles traditions et aussi, très souvent, brigandage pur, aventure féroce de l'homme contre l'homme. On ne voudrait pas le réduire à ce dernier trait, croire sans plus, à ce sujet, les puissants et les riches qui, tremblant pour leurs biens ou leurs places, sont de mauvais témoins à ce procès. Cependant, la part une fois faite de l'exagération, comment oublier tant de férociétés relatées avec insistance ?

Il est vrai que la vie des hommes est bien peu précieuse au XVI^e siècle. Qu'on en juge : l'existence d'Alonso de Contreras, racontée par lui-même et qui est le plus beau roman picaresque connu, parce que vécu, relate une bonne dizaine d'assassinats. Celle de Benvenuto Cellini l'aurait conduit aujourd'hui, naturellement, à la prison et à l'échafaud... Imaginons, d'après ces modèles, les scrupules de ceux qui se sont fait un métier de tuer, brigands, *fuorisciti*, bannis pour crimes...

LA MONTEE DU BANDITISME

Quoi qu'il en soit, il semble qu'à la fin du xvi^e siècle il y ait une aggravation sensible du banditisme. A travers toute l'Italie, mosaïque d'États, le brigandage s'en donne à cœur-joie ; pourchassé ici, il se réfugie là, reparaît plus loin, renforcé par les liaisons de ces multiples maquis, s'il est affaibli aussi par leurs haines inexpiables. Mercati, ce bon historien du xviii^e siècle, nous dit combien l'Italie est submergée, vers les années 1590, par ces bandes de brigands qui profitent souvent, pour leurs querelles, du masque fallacieux de Guelfes et de Gibelins. Ajoutons, à cette époque, l'importance du drame de la faim. Certaines descentes montagnardes ne sont autre chose que des *rezzous*, analogues à ceux qui se jetaient à toute allure, hier, au Maroc, des montagnes insoumises sur les bas-pays riches en blé et en bétail. C'est un peu ce qui donne à l'Italie de la fin du siècle un si curieux climat humain. La faim y travaille des régions entières. Le brigandage fuse de partout, de la Sicile aux Alpes, de la Tyrrhénienne à l'Adriatique. Le brigandage, c'est-à-dire des vols, des incendies, des assassinats, des atrocités analogues à celles de la course maritime. Chacun s'en désole. Antonio Serra, l'économiste napolitain, reconnaîtra, en 1613 que Naples abonde plus que n'importe quelle autre région de l'Italie en crimes, vols et assassinats. Mais n'en est-il pas de même en Sicile, ou mieux encore dans l'État pontifical, où, durant les interrègnes, les brigands poussent dru ? D'autant que les confins de Naples et des Romagnes leur offrent des champs privilégiés d'action. Toute une tourbe mêlée se jette dans l'aventure, assassins de profession, paysans, nobles, prêtres en rupture de ban, moines qui ne veulent pas se soumettre aux ordres du Saint-Siège... On peut les imaginer sans grand risque d'erreur, d'après les cortèges de galériens que l'État pontifical a longtemps livrés à Jean-André Doria et dont on possède certains relevés. En Sardaigne, en Corse, avec le siècle finissant, le nombre des brigands est également considérable. La décadence de la Toscane sous le règne de Francesco (1574-1587) est leur œuvre. On s'explique qu'en 1592-93 l'Italie ait essayé de se débarrasser de ces encombrants personnages par un pardon en masse, à condition qu'ils gagnent la Dalmatie et entrent au service de Venise.

L'Italie n'est pas seule à lutter contre ce fléau. En Afrique du Nord où les coupeurs de bourse n'ont jamais manqué, les voyageurs prudents (les marchands de Constantine par exemple) vont par groupes ; les plus habiles, nous dit Haedo, se font accompagner par des marabouts. En Turquie, les voleurs et brigands pullulent. Au xvii^e siècle, d'après Tavernier, « toute la Turquie est pleine de voleurs qui vont par grosses bandes et attendent les marchands sur les chemins ». Mais, déjà au xvi^e, en Moldavie et Valachie, les commerçants ambulants formaient, pour se protéger, de longs convois de voitures, campaient en groupes signalés au loin par de grands feux. Ainsi, le marchand entouré de ses balles de marchandises est aussi en danger sur terre que les bateaux ronds en mer...

Mais nul pays n'offre une meilleure image de la montée du brigandage, pendant les dernières années du xvi^e siècle et les premières du xvii^e, que l'Espagne, cette Espagne qui, le vieux roi mort à l'Escorial, va tout de même connaître cette étonnante poussée de luxe et de fête, d'art

et d'intelligence qu'est le Siècle d'Or, en cette ville neuve, riche, voluptueuse, la Madrid de Velázquez et de Lope de Vega, la double ville des riches qui sont très riches et des pauvres qui sont très pauvres, mendians endormis au coin des places, corps roulés dans les capes que les seigneurs enjambent pour rentrer dans leurs palais, *serenos* qui veillent à la porte des riches demeures, monde grouillant de ruffians, de capitaines, de valets faméliques, de joueurs aux cartes crasseuses, filles de joie adroites à choisir et plumer leur gibier, étudiants joueurs de guitare qui oublient de regagner leurs universités — ville mêlée que l'Espagne entière nourrit, qu'au matin envahissent les paysans et paysannes de la proche campagne... Tant qu'a vécu le roi Prudent, le pays, en dehors de la grosse alerte de Grenade et des attaques anglaises sur les ports, a connu la paix, une tranquillité que l'étranger lui a souvent enviée. Quant aux bandits, ils n'étaient guère en nombre que dans les Pyrénées orientales, en liaison avec la petite noblesse catalane et avec la France proche. Ils y étaient d'ailleurs très actifs : pas une année du long règne de Philippe II où ils ne se soient signalés par leurs exploits ou les chasses inutiles données à tel ou tel d'entre eux, français ou catalan. Mais, dans les dernières années du règne, le banditisme se précise dans toute la Péninsule. On signale des brigands sur le chemin de Badajoz, cela lié sans doute à la campagne contre le Portugal. A Valence, de violentes querelles opposent jusqu'au meurtre les grandes familles seigneuriales. Le danger devient assez net en 1577 pour faire l'objet d'une nouvelle *real pragmática*.

Mais, ici comme ailleurs, que peuvent les remèdes ? Ils sont si peu efficaces qu'il faut les appliquer derechef. En 1599, en 1603, en 1605, en 1609, nouvelles pragmatiques contre les *bandoleros de les viles y llochs* du royaume *que van divagant per le present regne ab armes prohibides perturbant la quietud de aquell*. La question des « malfaisants » est à l'ordre du jour, à la veille même de la grande expulsion des Morisques des années 1609-1611.

★★

Donc, un lent et puissant travail en profondeur aura tordu peu à peu et transformé les sociétés de Méditerranée, de 1550 à 1600. Le malaise est général et grandissant et, s'il ne se traduit pas par des révoltes et des réactions brutales, il n'en est pas moins vrai qu'il modifie profondément le paysage social.

Tout tend à se polariser peu à peu entre une noblesse riche, vigoureusement reconstituée en familles puissantes et combatives, appuyées sur d'énormes biens-fonds, et une masse de pauvres de plus en plus nombreux et misérables, chenilles ou hannetons, insectes humains, hélas ! surabondants. Un *cracking* ouvre en deux les sociétés anciennes, y creuse des gouffres. Rien ne les comblera plus. Pas même l'étonnante charité catholique à la fin du siècle. En Angleterre, en France, en Italie, en Espagne, en Islam, tout est miné par ce drame, longtemps préparé à l'avance, dont le xvii^e siècle étalera au grand jour les plaies inguérissables. Tout progressivement est gagné par le malaise, les États comme les sociétés, les sociétés comme les civilisations. Cette crise latente donne ses couleurs contradictoires à la vie des hommes. Si les riches s'encanaillent, se mêlent plus facilement à la foule qu'ils méprisent, c'est que la vie alors a ses deux rives proches : maisons nobles d'un côté, surpeuplées de domestiques ; *picardia* de l'autre, monde du marché noir, du vol, de la débauche

et de l'aventure, monde surtout de la misère... De même que la passion religieuse la plus pure, la plus exaltée, voisine, en Espagne par exemple, avec les plus étonnantes bassesses et sauvageries. Étonnantes et merveilleuses contradictions du « Baroque », s'est-on écrié ! Du Baroque, non, mais de la société qui le soutient et qu'il recouvre mal. Et partout, au cœur de ces sociétés, quel désespoir de vivre !

La raison de tout cela, est-ce une fois de plus que la mer a failli à sa tâche nourricière de distributrice de biens, de services, de richesse, voire de joie de vivre ? Est-ce que tout s'achève d'une gloire et d'une prospérité anciennes, et que les peuples de la mer épuisent leurs ultimes réserves de richesses, comme c'est possible ? Ou bien, même et monotone interrogation de nos recherches, est-ce parce que le monde entier se précipite alors, la Méditerranée comprise, vers cet étonnant reflux de vie que sera bientôt le xvii^e siècle ? François Simiand a-t-il, peut-il, avoir raison ?

FERNAND BRAUDEL.